

Le "Tax Freedom Day", un indicateur trompeur : voir dans le calendrier un jour de la libération fiscale est la manifestation d'un individualisme socialement destructeur

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2091

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017373>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le «Tax Freedom Day», un indicateur trompeur

Voir dans le calendrier un jour de la libération fiscale est la manifestation d'un individualisme socialement destructeur

Jean-Daniel Delley - 01 septembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27990>

Les indicateurs chiffrés sont censés nous fournir une information utile et facilement compréhensible. Or trop souvent ils travestissent la réalité et obéissent à des objectifs idéologiques. Ainsi du *Tax Freedom Day*, en français le jour de la libération fiscale.

Imaginé dans les années 1970 par une fondation américaine, la [Tax Foundation](#), cet indicateur révèle le jour de l'année à partir duquel le contribuable moyen est libéré des prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations). Il doit permettre de comparer la charge fiscale des personnes physiques selon leur domicile.

Cette fondation fut créée par des représentants de grandes entreprises américaines, elle aujourd'hui encore dirigée par des entrepreneurs et financée par ces entreprises. On ne s'étonne pas de trouver parmi les donateurs d'une institution qui prône ouvertement le moins-disant fiscal les très réactionnaires [frères Koch](#), proches du Tea Party et contempteurs inlassables de l'Etat.

Hans-Rudolf Merz fit de cet

indicateur une [information officielle](#) diffusée chaque année par le département fédéral des finances, mais en «*oubliant*» de compter les cotisations et primes des assurances privées obligatoires, de manière à améliorer la position de la Suisse dans le classement international. Eveline Widmer-Schlumpf y renonça lorsqu'elle prit les rênes du département. Ce qui n'empêche pas l'indicateur de perdurer. Ainsi la dernière livraison a inspiré ce titre accrocheur et trompeur au [Tages-Anzeiger](#): «*Chacun travaille la moitié de l'année pour l'Etat*».

Trompeur tout d'abord parce que le contribuable moyen n'existe pas. La charge fiscale varie fortement selon le domicile et la situation financière. Trompeur surtout parce que cet indicateur subodore que les impôts et taxes nourrissent les caisses publiques au détriment du porte-monnaie du contribuable. Il contribue à asseoir l'[image](#) d'[enfer fiscal](#) que les partisans du moins d'Etat s'efforcent d'instiller dans les esprits.

Aussitôt publié, l'indicateur a suscité la rogne des [Jeunes](#)

[UDC](#) qui revendiquent une baisse généralisée des impôts et des taxes.

Cette approche réductrice - l'impôt payé est un revenu perdu - fait fi des prestations publiques nécessaires à l'acquisition du revenu des personnes: de la formation à la santé, en passant par les infrastructures, la sécurité et la justice notamment. Elle fait l'impasse sur la solidarité et la culture qui constituent pourtant des éléments indispensables à une société civilisée. Les calculs d'épicier qui président à l'élaboration de cet indicateur ignorent allègrement toutes ces tâches de l'Etat, conditions nécessaires tout à la fois à la vie sociale et économique.

Quant aux comparaisons internationales, elles sont vides de sens si l'on ne met pas en regard les dépenses publiques et la qualité de vie de celles et ceux qui les financent. Autant l'évaluation permanente de l'efficacité et de l'efficience de l'action publique se justifie, autant la diffusion de tels indicateurs ne sert que la cause d'un individualisme socialement destructeur.